

Séance publique du Conseil général des Hauts-de-Seine

du 6 février 2009

## Rapport 09.8 - Débat d'Orientations budgétaires 2009

### Intervention de Michèle CANET

Votre introduction au débat d'orientation budgétaire pose le contexte incontournable des budgets 2009 des collectivités territoriales ou locales : la crise financière, économique et sociale. Comme beaucoup de collectivités, vous essayez de dédouaner notre pays de la responsabilité de ce qui se passe en affirmant que « *la France a été frappée bien involontairement par une crise financière* », je cite, « *sans précédent* ». Qui l'aurait été volontairement ? Ceci étant dit, ce n'est pas une crise exogène à la France : c'est bien une crise du système capitalisme et libéral, et notre pays s'inscrit pleinement dedans.

Dans les raisons que vous avancez pour expliquer que l'élaboration de notre budget devra tenir compte de cette situation particulière, vous valorisez « *les mesures fortes de l'Etat de soutien à l'économie* » tout en notant qu'elles doivent être « *accompagnées et amplifiées* » dans notre département.

Quand vous avez été nommé ministre de la relance, Monsieur le Président, nous avons exprimé notre inquiétude sur le fonctionnement du département - et nous avons raison : notre Assemblée fonctionne mal, il suffit de voir la préparation de cette séance, l'absence de conférence des présidents, etc.- , **mais nous avons aussi exprimé la nécessité de la mise en œuvre d'un plan de relance ambitieux pour les Hauts-de-Seine. Nous avons formulé des propositions en ce sens lors de la dernière séance publique que nous ne retrouvons pas dans ce que vous nous proposez aujourd'hui alors qu'en décembre 2008, vous affirmiez à propos du futur plan de relance départemental : « Les propositions de l'opposition seront bienvenues, (...) elles prendront toutes leur expression dans le cadre de notre budget. Elles le doivent. ».** Force est de constater que tel n'est pas le cas.

Vous vous limitez à décliner localement le plan de relance de l'Etat. Or nous considérons que la politique du gouvernement ne répond que très imparfaitement à la situation. **L'absence de mesures en faveur de la consommation et du pouvoir d'achat fragilise encore plus nos concitoyens, et pas seulement les plus défavorisés d'entre eux. Les habitants des Hauts-de-Seine ne sont pas épargnés.** J'y reviendrai. Le chômage qui repart à la hausse illustre, si besoin était, cette situation catastrophique. **Et notre département, comme les autres**

**collectivités, est directement touché, peut-être même davantage. Ainsi d'après l'étude « Hauts-de-Seine conjoncture » du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 de la Chambre de commerce et d'industrie et du CROCIS, « *L'économie des Hauts-de-Seine, fortement internationalisée, réagit plus intensément au contexte économique mondial. Sur la plupart des indicateurs, les Hauts-de-Seine connaissent un recul plus prononcé que les autres départements de Paris – Petite couronne depuis le début 2008. (...) Le taux de chômage, stable depuis le début de l'année, devrait évoluer de façon négative au troisième trimestre, le nombre de demandeurs d'emplois étant repartis à la hausse aux mois de juillet et août 2008. Enfin, le marché de l'immobilier tertiaire, comme celui de l'immobilier résidentiel, connaît un fort ralentissement lié au tassement de l'activité et à l'attentisme du marché.* »**

A ce titre, le soutien aux collectivités locales, qui réalisent plus de 60% de l'investissement public, est complètement occulté. Le gouvernement fait payer aux collectivités locales et territoriales, les conséquences de son obsession de la baisse de la dépense publique et des « cadeaux fiscaux » aux plus aisés : Ainsi le fameux « bouclier fiscal » prive notre pays de 14 milliards d'euros de recettes. N'est-il pas temps de revenir également sur l'incitation aux heures supplémentaires quand les chiffres du chômage explosent ? Qu'en est-il du « *travailler plus pour gagner plus* » quand des dizaines de milliers d'emploi disparaissent ? La triste vérité est là : de nombreuses suppressions d'emplois, du chômage partiel ou technique dans de nombreuses entreprises, des plans sociaux qui se succèdent à un rythme élevé...

Le Parti socialiste a proposé un plan de relance massif de l'économie de 50 milliards d'euros répartis ainsi : 24 milliards en soutien à la consommation avec des résultats quasi-immédiats et 26 milliards en faveur de l'investissement.

**Dans l'interview récemment accordée au journal *Libération*, et à laquelle vous avez participé, Michel Sapin affirmait à juste titre qu' « *un bon plan de relance est un plan qui a deux jambes : la jambe « investissement » et la jambe « consommation ».***

Quand les socialistes proposent un plan de relance, ils y incluent des mesures qui permettent de relancer effectivement la consommation par l'amélioration du pouvoir d'achat. Je citerai certaines de ces mesures :

- une aide de 500 euros pour les personnes en grande difficulté
- une baisse de 1% du taux de TVA
- une hausse de 3% du SMIC
- la revalorisation immédiate des allocations et aides au logement de 10%

Ce ne sont quelques exemples parmi d'autres. A l'inverse, dans le plan que vous soutenez, qu'il soit national ou départemental, ne figure aucune mesure en faveur du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages.

Aujourd'hui, le véritable enjeu est la solidarité. Cela passe aussi par un ambitieux programme pour les services publics pour répondre aux besoins de nos concitoyens : l'éducation, la poste, les transports, l'hôpital... et pour soutenir l'emploi.

J'en viens aux orientations budgétaires départementales pour 2009. Certes, vous parlez d'effort de solidarité et, dites-vous, cet effort se traduira par la mise en place en juin 2009 du revenu de solidarité active – le RSA ! Où est, dans ce cas précis, l'effort du département puisque nous nous contentons de mettre en place ce que l'Etat nous impose ? Vous ne précisez aucun montant concernant le coût de ce nouveau dispositif, il aurait été pourtant intéressant qu'une estimation chiffrée étaye vos propos. S'ensuit **une liste de « vœux pieux » qui ne sont que le bilan ou le prolongement d'actions déjà programmées depuis un certain temps sans aucune proposition nouvelle dans le contexte si particulier que nous vivons.**

Ainsi, on peut lire une succession de propos lénifiants: « *c'est une problématique nouvelle à laquelle il nous faudra répondre* » quand il est question des personnes handicapées vieillissantes, ou bien « *une augmentation des crédits consacrés à ces populations sera proposée* » pour les personnes âgées, de plus en plus âgées, ou encore « *La solidarité en 2009 ce sera l'augmentation des moyens consacrés à l'Aide Sociale à l'Enfance* ». Il est vrai qu'il n'est question ici que d'orientations budgétaires, mais nous sommes en droit d'attendre dans ces domaines cruciaux que sont l'aide sociale à l'enfance, l'accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées des mesures nouvelles, de réelles propositions qui s'inscriraient réellement dans un plan de relance départemental et où la solidarité serait enfin la priorité de notre action. Comment des déclarations aussi vagues se traduiront-elles dans le budget primitif ? Par quels engagements de notre collectivité ? La solidarité qui est la compétence première de notre collectivité ne peut être synonyme de compassion. Nous devons y apporter des réponses fortes.

Dans le paragraphe que vous appelez « plan de relance départemental », il n'est question que de propositions qui concernent des dépenses d'investissement : les transports, le logement, les collèges et la mise en valeur du patrimoine sont, semble-t-il, vos priorités. Votre effort est, il est vrai, notable, 100 millions d'euros supplémentaires sont programmés.

Toutefois, dans le domaine des transports et déplacements, vous vous contentez d'énumérer des projets déjà en cours, initiés par la Région et auxquels le département participe. Rien de bien nouveau ! Que devient le projet, proprement départemental celui-ci, de tramway Croix-de-Berny / Hôpital Bécclère ? Vous êtes beaucoup plus prolix en matière de travaux routiers. Si nous ne pouvons qu'être satisfaits des travaux améliorant la sécurité routière des routes départementales, nous vous rappelons notre hostilité au projet d'aménagement de la RD7 visant à

fluidifier le trafic automobile, notre inquiétude sur la D920. Mais là encore rien de nouveau !

**Parmi les propositions que nous aurions aussi aimé voir figurer dans votre plan départemental, il y a un plan d'aide à l'investissement des communes du département, notamment pour les aménagements de sécurité routière des voies communales - une aide d'ailleurs supprimée en avril 2008 à la faveur d'un obscur article en marge d'une délibération - et un vaste plan d'aménagement des lignes de bus et de tramway pour les rendre enfin toutes accessibles aux personnes à mobilité réduite mais également des aides ciblées en direction des collectivités qui s'engagent dans des travaux par exemple d'isolation de bâtiments, en lien avec ce que l'on appelle « la croissance verte ».**

En ce qui concerne le logement, vous affirmiez au mois de décembre dernier « (...) *il y aura sans doute, des initiatives qui pourront être prises aussi par le Département en matière de logement social afin de renforcer encore notre action dans ce domaine. Même si nous avons beaucoup fait, nous avons encore à faire, j'en conviens volontiers. La liste des mal logés est très importante et c'est l'occasion d'agir.* ».

Hormis la référence à la réalisation et à la rénovation de 3 000 logements étudiants et au prêt logement 92, aucun chiffrage précis, aucune mesure concrète ne figurent pourtant dans ces orientations budgétaires alors qu'il y a urgence à développer, encore et encore, le logement social innovant, de haute qualité environnementale, dans notre département, et vous aviez là l'occasion de donner corps à vos propos.

Pour les collèges, limiter à huit opérations les rénovations et constructions de collèges manque d'ambition. Nombreux sont les établissements qui nécessitent des travaux, ou les villes qui attendent depuis des années un collège supplémentaire.

In fine, ce n'est pas un plan de relance à la hauteur des enjeux auxquels notre département est confronté. Les actions proposées auraient été programmées, même dans un contexte différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Au-delà des mots, vous n'affichez **pas suffisamment de volontarisme et d'ambition pour répondre à la situation extrêmement difficile que nous vivons et qui risque encore de s'amplifier. N'ayant pratiquement pas de dette, nous pouvons recourir à l'emprunt et nous engager dans une politique beaucoup plus massive d'investissements en programmant ou en soutenant de nouvelles opérations.**

**Mais toutes les actions et opérations programmées dans le cadre du plan de relance devraient s'inscrire dans la logique de développement durable et soutenir ce que l'on appelle « la croissance verte » avec le recours aux énergies renouvelables...à l'économie solidaire. Notre collectivité pourrait enfin être exemplaire et décider d'appliquer concrètement la démarche de développement durable dont nous nous prévalons tant ! Nous pourrions lancer un programme ambitieux de réhabilitation et de construction de logements sociaux en y intégrant les nouvelles normes énergétiques car le logement**

**durable est un enjeu à la fois économique et social, financer la construction de structures collectives d'accueil de la petite enfance et des places d'hébergement d'urgence « haute qualité environnementale », investir davantage dans les transports en commun et les circulations douces...Soutenir l'emploi, et notamment l'emploi local, au travers des marchés portés par notre collectivité incluant des clauses d'insertion, est une autre piste à privilégier.** Là, vos propos sont tout aussi flous : « *Enfin tous nos dispositifs d'aide à l'emploi, aux PME et à la création d'entreprise seront autant d'outils pour lutter contre l'augmentation du chômage.* » Quid de nouvelles mesures de soutien à l'économie solidaire ou aux petites et moyennes entreprises du département, qui, nous le savons, sont les premières touchées par la crise. Aucun chiffres précis concernant l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, le ralentissement du rythme de créations d'entreprises, les défaillances d'entreprises...ou encore la baisse de la construction et de la vente de logements neufs dans les Hauts-de-Seine n'illustre vos propositions. Ce mutisme traduit-il une situation tellement catastrophique que l'on voudrait la taire ? Il est vrai que votre projet de « Manhattan européen », de relance du quartier d'affaires de La Défense, doit sérieusement pâtir de la crise financière et économique. A ce sujet, pas une ligne non plus !

En outre, votre plan, comme je l'ai déjà dit, est caduc. S'il nous faut relancer et soutenir l'investissement, **il nous faut conjointement trouver des réponses concrètes à la baisse du pouvoir d'achat des ménages. A ce sujet, vouloir limiter strictement l'évolution de nos dépenses de fonctionnement entre 2% et 2,5% est une aberration.** C'est ignorer les besoins croissants des populations directement affectées par la crise, dans les domaines de la solidarité, de l'accès au logement...

Agir vite et au plus près des familles, et particulièrement des plus démunies d'entre elles, c'est le sens et l'ambition des propositions que nous avons déjà formulées et que nous reformulons aujourd'hui.

**Menons une politique ambitieuse de soutien au pouvoir d'achat des habitants des Hauts-de-Seine : instaurons un véritable quotient familial, et finançons davantage la demi-pension et les voyages scolaires et éducatifs des collèves, instaurons une bourse aux collégiens, participons à hauteur de 50% au coût de la carte Imagin'R de nos collégiens, aidons à l'insertion et à l'emploi des jeunes en finançant les missions locales... ... réduisons sensiblement les frais de garde d'enfants, adaptons notre politique sociale en direction des plus précaires...**

Ces exemples, s'ils étaient mis en œuvre, témoigneraient, Monsieur le Président, que nous avons, au-delà de nos appartenances partisans, tous pris la mesure de la crise qui touche de plein fouet nos concitoyens. Ce dont je doute.